

Juin-juillet 1944 : déporter, massacrer, exécuter

Le débarquement du 6 juin 1944 entame une bataille de deux mois en Normandie durant laquelle les Allemands répriment violemment les opposants et la population. Ils continuent de déporter régulièrement leurs ennemis, procèdent à des exécutions et terrorisent la population. Ils le font avec notamment l'aide de la Milice française, portée au gouvernement.

DÉPORTER ENCORE

Entre le 6 juin et la fin juillet, les déportations se poursuivent « régulièrement » : près de 7 500 hommes partent de Compiègne et au moins 940 femmes depuis Paris.

La Sipo-SD a obtenu de l'État français la livraison des résistants emprisonnés afin de les déporter, essentiellement en juin. Ainsi, deux convois massifs partent de Compiègne vers Dachau, le 18 juin, avec les anciens détenus de la centrale d'Eysses, et le 2 juillet, avec notamment ceux de Blois. Parallèlement, près de 1 400 détenus sont déportés directement de Bordeaux, de Besançon, de Grenoble et de Lyon.

En juillet, deux autres convois massifs sont dirigés depuis Compiègne vers Neuengamme. Le premier part le 15, avec près de 1 530 déportés : encore des détenus livrés par l'État français, des résistants arrêtés après le Débarquement, 330 personnalités civiles et militaires arrêtées préventivement et considérées comme otages et des victimes de rafles. Le second convoi part le 28 juillet, avec plus de 1 650 hommes, en majorité des personnes arrêtées après le Débarquement : surtout des résistants et maquisards, et des victimes de représailles.

La plupart des 1100 femmes qui arrivent en juin-juillet au fort de Romainville depuis plusieurs prisons régionales de la Gestapo sont déportées. 16 petits convois partent de Paris pour Sarrebrück-Neue Bremm puis Ravensbrück. Ce sont des résistantes, pour beaucoup engagées



Déportés du convoi du 18 juin 1944 sortant du camp de Compiègne-Royallieu (FNDIRP).

dans les réseaux de renseignements ou d'évasion.

Parallèlement, la « solution finale » se poursuit : deux grands convois partent de Drancy les 30 juin (1100 déportés) et 31 juillet (1300 déportés). Dans le dernier grand convoi, figurent 270 enfants et adolescents, dont 28 orphelins de 4 à 11 ans des maisons d'enfants de La Varenne.



Rencontre entre Karl Oberg, chef suprême de la police et des SS en France, et Joseph Darnand, chef de la Milice et secrétaire d'État à l'Intérieur, à l'occasion d'une prestation de serment de miliciens à Paris, 2 juillet 1944 (Bundesarchiv Berlin).

COMBATTRE LES MAQUIS ET TERRORISER LA POPULATION

Lors de la bataille de Normandie, les Allemands cherchent à sécuriser l'arrière du front. La division SS *Das Reich* est chargée d'éradiquer les groupes de résistants à l'ouest du Massif central. Elle

procède à une série de massacres pour terroriser la population et éliminer tous les suspects qui tombent entre ses mains : les seuls 9 et 10 juin, des éléments de la division sont impliqués dans la pendaison de 99 hommes à Tulle et la déportation de 149 autres, dans le massacre de 642 hommes, femmes et enfants à Oradour-sur-Glane, de 31 maquisards dans la Creuse, de 56 habitants d'Argenton-sur-Creuse, tandis que 57 autres sont tués dans les Hautes-Pyrénées. Au même moment, diverses unités de la *Wehrmacht* et de la SS attaquent le maquis du Mont-Mouchet à l'est du Massif central : 140 maquisards et une cinquantaine de civils sont tués.

En juillet, les Allemands procèdent au « nettoyage » de la vallée du Rhône. Ils investissent le plateau du Vercors, démantèlent le maquis, tuent près de 120 maquisards et 82 habitants de Vassieux-en-Vercors, presque totalement détruit.

ÉLIMINER LES RÉSISTANTS LES PLUS DANGEREUX

Parallèlement aux grandes opérations militaires et aux représailles massives menées après le débarquement de Normandie, les Allemands opèrent des exécutions ciblées de « terroristes ». Les résistants dangereux arrêtés – souvent des membres de réseaux de renseignements, des cadres de l'Armée secrète ne doivent dorénavant plus être traduits devant un tribunal ni déportés, mais éliminés.

Dès le 6 juin au matin, à Caen, à une quinzaine de kilomètres des plages du Débarquement, 70 à 75 détenus sont exécutés dans la cour de la prison. Parmi eux notamment des résistants des réseaux Alliance, Cohors-Asturies et des FTP. Dans l'Ain, le 12 puis le 16 juin, 21 et 28 personnes sont fusillées après avoir été extraites de la prison allemande du fort Montluc à Lyon. Le 16 juin sont notamment exécutés le chef des groupes francs de l'Armée secrète dans le Rhône, des membres des réseaux Buckmaster, de Pown-Monica et plus d'une dizaine de FTP pris au maquis ou en mission. Ce même jour, est exécuté l'historien Marc Bloch, cadre du mouvement Franc-Tireur.

Des crimes équivalents ont lieu dans toute la France.

CONTREPOINT

LA « GUERRE AUX CIVILS » EN ITALIE EN 1944

De la chute du régime fasciste en septembre 1943 à la capitulation des forces allemandes en Italie en avril 1945, la *Wehrmacht* s'est livrée à une véritable guerre aux civils italiens au fur et à mesure de sa retraite. Le général Kesselring met en pratique les méthodes de guerre expérimentées lors de son commandement sur le front Est. Les troupes allemandes savent qu'elles peuvent agir en toute impunité.

Le recul des forces allemandes en Italie est ainsi jalonné de massacres, perpétrés par des unités de la *Wehrmacht* comme de la SS, avec l'appui de fascistes italiens collaborateurs. À Boves, en septembre 1943, 45 personnes sont massacrées par une unité de *Panzer SS*. À Rome, en mars 1944, en représailles d'un attentat à la bombe contre l'occupant allemand, plus de 200 détenus sont désignés comme otages par la police militaire allemande, avec l'aide de la police italienne. Le nombre étant considéré comme insuffisant, les Allemands organisent une rafle contre les Juifs du ghetto de Rome. Au total, 335 hommes sont rassemblés puis exécutés aux Fosses ardéatines, à la périphérie de la ville.

La 16^e division SS *Reichsführer* a un parcours aussi terrifiant que celui de la *Das Reich* en France. Sa mission est de lutter contre les partisans et de créer un climat de terreur dans le but de protéger le repli des forces allemandes. Le 12 août, aidée par la 36^e brigade fasciste, la *Reichsführer* tue 560 civils à Sant'Anna di Stazzema (Toscane). Les 17-19 août, elle exécute 159 civils en représailles de l'action de partisans. Les 24-27 août, à Fivizzano, 162 autres civils sont tués pour les mêmes raisons. Le 2 septembre, l'unité investit le monastère de Fernata, exécute des Juifs qui y sont cachés et d'autres réfugiés. Plusieurs dizaines de personnes sont transférées vers divers lieux de détention : elles seront exécutées ou déportées par la suite. Le 29 septembre, la *Reichsführer* massacre la population des villages de Marzabotto, Grizzana et Vado di Monzuno malgré l'intervention des partisans locaux. Plus de 1 800 personnes sont assassinées, dont plus de 230 enfants. Des miliciens fascistes participent aux exactions. C'est le crime de masse le plus meurtrier perpétré à l'Ouest.

Au total, près de 15 000 Italiens sont tués lors de cette guerre contre les civils.



Portrait de Jean Zay réalisé par Ernest Pignon-Ernest à l'occasion de son entrée au Panthéon, en 2015 (Musée de la Résistance nationale).

Jean Zay (1904-1944)

■ Né à Orléans, dans une famille juive et protestante, il fait des études brillantes et devient avocat. Radical-socialiste comme son père, il est élu député en 1932. Réélu en 1936, il est nommé ministre de l'Éducation nationale du gouvernement du Front populaire. Il démissionne en septembre 1939 pour remplir ses obligations militaires. En juin 1940, il gagne Bordeaux où se trouve le gouvernement puis tente de rejoindre le Royaume-Uni. Arrêté au Maroc, il est emprisonné à Clermont-Ferrand. Victime d'une campagne antisémite, accusé de désertion, il se retrouve incarcéré à la maison d'arrêt de Riom. Le 20 juin 1944, trois miliciens l'extraient de la prison de Riom et l'abattent avant de jeter son corps dans une faille. Son corps n'est identifié qu'en 1947.